

I (1949) No. 1

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1951 No. 2

Overgelegd aan de Staten-Generaal door de Minister
van Buitenlandse Zaken

A. TITEL

Overeenkomst tussen Nederland, België, de Verenigde Staten van Amerika, Frankrijk, Luxemburg en Groot-Britannië en Noord-Ierland inzake de instelling van een Internationaal Orgaan voor het Ruhr-gebied; Londen, 28 April 1949.

B. TEKST

ACCORD ÉTABLISSANT L'AUTORITÉ INTERNATIONALE DE LA RUHR

Considérant que la sécurité internationale et le relèvement économique général exigent:

que les ressources de la Ruhr ne soient pas utilisées à l'avenir à des fins d'agression, mais soient employées dans l'intérêt de la paix;

que l'accès au charbon, au coke et à l'acier de la Ruhr, qui était auparavant soumis au contrôle exclusif de l'Allemagne, soit à l'avenir assuré sur une base équitable aux pays coopérant pour le bien économique commun;

Considérant qu'il est désirable, dans l'intérêt de l'équilibre politique et de la prospérité économique des pays de l'Europe coopérant pour le bien économique commun, y compris une Allemagne démocratique, que leurs économies soient étroitement associées;

Considérant l'importance qui s'attache à ce que le commerce entre les pays mentionnés au paragraphe précédent soit facilité par l'abaissement des barrières commerciales et par tous autres moyens;

En conséquence et en vue d'atteindre ces objectifs et d'établir un contrôle international dans la Ruhr conforme à l'accord de principe qui figure à l'annexe C du Rapport signé à Londres le 1er juin 1948 à l'issue des conversations des six Puissances sur l'Allemagne, les Gouvernements de la Belgique, des États-Unis d'Amérique, de la France, du Luxembourg, des Pays-Bas, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, sont convenus de ce qui suit:

Première Partie. L'Autorité

Article 1er

Il est constitué une Autorité Internationale de la Ruhr, ci-après dénommée „l'Autorité,” dont la composition, les pouvoirs et les fonctions sont définis par le présent Accord.

Article 2

Les Membres de l'Autorité sont les Gouvernements signataires et l'Allemagne.

Article 3

L'Autorité comprend un Conseil, composé de représentants des Gouvernements signataires et, sous réserve des dispositions de l'arti-

AGREEMENT FOR THE ESTABLISHMENT OF AN INTERNATIONAL AUTHORITY FOR THE RUHR

Whereas international security and general economic recovery require—

that the resources of the Ruhr shall not in the future be used for the purpose of aggression but shall be used in the interest of peace;

that access to the coal, coke and steel of the Ruhr, which was previously subject to the exclusive control of Germany, be in the future assured on an equitable basis to the countries co-operating in the common economic good;

Whereas it is desirable for the political and economic well-being of the countries of Europe co-operating in the common economic good, including a democratic Germany, that there be close association of their economic life;

Whereas it is important that trade between the countries mentioned in the preceding paragraph should be facilitated by lowering trade barriers and by any other means;

Now, therefore, in furtherance of the foregoing purposes and in order to establish an international control in the Ruhr in conformity with the agreed statement of principles contained in Annex C to the Report signed in London on the first day of June, 1948, at the conclusion of the Six-Power Talks on Germany, the Governments of Belgium, France, Luxembourg, the Netherlands, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the United States of America have agreed as follows: —

Part I. The Authority

Article 1

There is hereby established an International Authority for the Ruhr, hereinafter referred to as the "Authority," the composition, powers and functions of which are as set forth herein.

Article 2

The members of the Authority shall be the signatory Governments and Germany.

Article 3

The Authority shall consist of a Council composed of representatives of the signatory Governments and, subject to the provisions

cle 4, de l'Allemagne. Le Conseil sera assisté d'un secrétariat placé sous la direction d'un Secrétaire Général. Les Membres désigneront également des suppléants.

Article 4

(a) Lorsqu'un Gouvernement allemand aura été constitué, il pourra désigner un délégué auprès de l'Autorité qui aura le droit d'assister aux séances du Conseil. Au moment où le Gouvernement allemand aura acquis le droit d'exprimer les votes attribués à l'Allemagne, conformément à l'article 9 (c), il pourra désigner un représentant au Conseil et un suppléant.

(b) Les autorités d'occupation intéressées seront représentées au Conseil par un de leurs ressortissants conjointement désigné par elles, jusqu'au moment où les votes attribués à l'Allemagne seront exprimés par le représentant allemand.

Article 5

Le siège de l'Autorité sera situé en tout lieu du Land Rhéno-West-phalien qui sera choisi à cet effet par le Conseil.

Article 6

(a) Chaque Membre de l'Autorité prendra à sa charge les frais de sa propre représentation. Toutefois, les frais des déplacements accomplis pour le compte de l'Autorité seront à la charge de celle-ci.

(b) Les dépenses de l'Autorité seront payées par ses Membres proportionnellement aux votes qui leur sont attribués.

(c) Jusqu'à ce qu'il en ait été décidé autrement par les Puissances occupantes, les frais de la représentation de l'Allemagne, ainsi que la part incombant à celle-ci dans les dépenses de l'Autorité, seront couverts de telle manière qui sera fixée par les autorités d'occupation intéressées.

Deuxième Partie. Organisation intérieure et Procédure

Article 7

Le Conseil se réunira en séances ordinaires et extraordinaires aussi souvent qu'il sera nécessaire pour l'accomplissement de ses fonctions.

Article 8

La Présidence du Conseil sera assurée à tour de rôle, par période de six mois, par les représentants des Gouvernements signataires dans l'ordre qui sera déterminé par le Conseil. Le représentant du Gouvernement du Royaume-Uni assurera la présidence jusqu'à ce que le Conseil ait déterminé cet ordre.

of Article 4, of Germany. The Council shall be assisted by a Secretariat, headed by an Executive Secretary. The members shall also appoint alternate representatives.

Article 4

(a) When a German government is established, it may appoint a delegate to the Authority with the right to attend meetings of the Council. At such time as the German Government becomes entitled to cast the votes allocated to Germany, as provided in Article 9 (c), it may appoint a representative on the Council and an alternate.

(b) The Occupation Authorities concerned shall be represented at the Council by one of their nationals jointly designated by them, until such time as the votes allocated to Germany are cast by the German representative.

Article 5

The Headquarters of the Authority shall be at such place in Land North Rhine-Westphalia as the Council may determine.

Article 6

(a) Each member will pay the expenses of its own representation. Costs of travel on business of the Authority shall, however, be borne by the Authority.

(b) The expenses of the Authority shall be defrayed by the members in proportions corresponding to the votes allocated to such members.

(c) Until the Occupying Powers decide otherwise the expense of the German representation and the share of the expenses of the Authority to be defrayed by Germany shall be met in such manner as may be determined by the Occupation Authorities concerned.

Part II. Internal Organisation and Procedure

Article 7

The Council shall hold such regular and special meetings as are necessary to the performance of its functions.

Article 8

The chairmanship of the Council shall be held in rotation for periods of six months each, in such order as the Council shall determine, by the representatives of the signatory Governments. The representative of the Government of the United Kingdom shall take the chair until the Council has determined the order of rotation.

Article 9

(a) Les droits de vote au Conseil des différents Membres de l'Autorité seront répartis comme suit:

| | <i>Votes</i> |
|-----------------------------|--------------|
| États-Unis d'Amérique | 3 |
| Belgique | 1 |
| France | 3 |
| Luxembourg | 1 |
| Pays-Bas | 1 |
| Royaume-Uni | 3 |
| Allemagne | 3 |

(b) Les décisions de l'Autorité seront prises à la majorité de huit voix, sauf dans les cas prévus aux articles 13, 14, 17 et 24.

(c) Les votes attribués à l'Allemagne seront exprimés comme un seul vote par le représentant commun des autorités d'occupation intéressées, désigné conformément à l'article 4, jusqu'à ce que les Puissances occupantes intéressées aient décidé que le Gouvernement allemand, soit en accédant au présent Accord, soit par un autre moyen, a assumé les obligations incombant à l'Allemagne aux termes du présent Accord. Par la suite, ces votes seront exprimés par le représentant allemand.

Article 10

(a) Le Secrétaire Général est désigné par le Conseil. Il dirige le secrétariat, il agit selon les instructions du Conseil et accomplit toutes les fonctions qui lui sont confiées par le Conseil. Il participe, sans droit de vote, à toutes les réunions du Conseil. Il établit les procès-verbaux des réunions et tient un registre des décisions du Conseil.

(b) Le Secrétaire Général nomme le personnel du secrétariat, conformément au statut du personnel qui sera établi ainsi qu'il est prévu à l'article 13. Il sera inspiré par la nécessité d'assurer, dans le recrutement du personnel, le plus haut degré d'intégrité, de capacité professionnelle, d'indépendance et de compétence technique. Le Conseil veillera à ce qu'il n'y ait pas une concentration excessive des postes entre les mains de ressortissants d'une nation quelconque.

(c) Les fonctions du Secrétaire Général et du personnel de secrétariat auront un caractère exclusivement international. Dans l'accomplissement de leurs fonctions, ils ne solliciteront, ni n'accepteront d'instructions d'aucun gouvernement, ni d'aucune autorité autre que celle établie par le présent Accord. Ils s'abstiendront de tout acte incompatible avec leur situation de fonctionnaires internationaux. Chaque Membre de l'Autorité s'engage à respecter le caractère international des fonctions du Secrétariat et ne cherchera pas à influencer le Secrétaire Général ni le personnel du Secrétariat dans l'accomplissement de leurs fonctions.

Article 9

(a) The voting rights of the several members of the Authority in its Council shall be: —

| | <i>Votes</i> |
|--------------------------|--------------|
| Belgium | 1 |
| France | 3 |
| Germany | 3 |
| Luxembourg | 1 |
| The Netherlands | 1 |
| The United Kingdom | 3 |
| The United States | 3 |

(b) Eight favourable votes shall be sufficient for every decision of the Authority, except as provided in Articles 13, 14, 17 and 24.

(c) The votes allocated to Germany shall be cast as a unit by the joint representative of the Occupation Authorities concerned appointed as provided in Article 4, until the Occupying Powers concerned determine that the German Government, by accession or by other means, has assumed the responsibilities placed upon Germany by the present Agreement. Thereafter such votes shall be cast by the German representative.

Article 10

(a) The Executive Secretary will be appointed by the Council, will serve as head of the Secretariat, will act under the instructions of the Council and will perform such duties as the Council shall determine. He will be entitled to participate, without right of vote, in all meetings of the Council, shall keep minutes of its meetings and shall maintain a register of its decisions.

(b) The Executive Secretary shall appoint his staff in accordance with staff regulations drawn up as provided in Article 13. In his choice of staff he will be guided by the need for securing the highest standards of integrity, efficiency, independence and technical competence. The Council shall ensure that there is no undue concentration of posts in the hands of persons of any one nationality.

(c) The responsibilities of the Executive Secretary and of the staff shall be exclusively international in character. In the discharge of their duties, they shall not seek or receive instructions from any government or from any authority other than that constituted by the present Agreement. They shall refrain from any action which might prejudice their position as international officials. Each member of the Authority undertakes to respect the international character of the responsibilities of the Secretariat and will not seek to influence the Executive Secretary or his staff in the discharge of their duties.

Article 11

Le Secrétaire Général préparera le budget annuel et le soumettra à l'approbation du Conseil.

Article 12

Les langues employées par l'Autorité dans ses travaux seront le français, l'anglais et l'allemand; les langues officielles de l'Autorité seront le français et l'anglais. Des textes allemands authentiques seront établis lorsque cela sera nécessaire.

Article 13

Immédiatement après l'entrée en vigueur du présent Accord, l'Autorité tiendra sa première réunion sur convocation du Gouvernement du Royaume-Uni, afin d'établir les règles de procédure et de fonctionnement de l'Autorité, de choisir un Secrétaire Général, d'organiser le secrétariat et d'établir le statut du personnel. Toutes décisions sur ces sujets ainsi que toutes modifications ultérieures de telles décisions devront être approuvées à la majorité de 12 voix. L'Autorité sera ensuite organisée aussi rapidement que possible et elle commencera à exercer ses fonctions à des dates qui seront fixées par les Puissances occupantes, après consultation avec les autres Gouvernements signataires, mais de toute façon avant l'établissement d'un Gouvernement allemand.

Troisième Partie. Fonctions

Article 14

(a) L'Autorité effectuera la répartition du charbon, du coke et de l'acier de la Ruhr entre la consommation allemande et l'exportation. Cette répartition devra:

(i) assurer aux pays qui coopèrent pour le bien économique commun un accès satisfaisant à ces produits, tout en tenant compte des besoins essentiels de l'Allemagne;

(ii) être conforme aux termes de tout accord entre les Puissances occupantes relatif à la répartition du charbon, du coke et de l'acier, en vigueur au moment où la répartition est effectuée;

(iii) être compatible avec les objectifs de la Convention de Coopération Economique Européenne et avec tout programme approuvé ou toute décision prise par l'Organisation Européenne de Coopération Economique, applicable à la période pour laquelle la répartition est effectuée.

(b) Les allocations à l'exportation seront effectuées par l'Autorité en termes de quantités minima de charbon, de coke et d'acier fini ou semi-fini de la Ruhr devant être rendues disponibles pour l'exportation.

Article 11

The annual budget shall be prepared by the Executive Secretary for approval by the Council.

Article 12

The Authority shall conduct its business in English, French and German, of which English and French shall be the official languages. Authoritative German texts of documents shall be provided as necessary.

Article 13

Immediately after the present Agreement comes into force the first meeting of the Authority shall be convened by the Government of the United Kingdom for the purpose of drawing up rules of procedure and operation, choosing an Executive Secretary, organising its Secretariat and establishing staff regulations. Decisions on such matters, and any subsequent modifications of those decisions, shall require twelve affirmative votes. Thereafter the setting up of the organisation shall proceed as rapidly as possible and the Authority shall begin to exercise its functions at times to be established by the Occupying Powers after consultation with the other signatory Governments, but in any event prior to the establishment of a German Government.

Part III. Functions

Article 14

(a) The Authority shall make a division of coal, coke and steel from the Ruhr as between German consumption and export. Such division shall —

(i) ensure adequate access to supplies of these products by countries co-operating in the common economic good, taking into account the essential needs of Germany;

(ii) be in accordance with the terms of any agreement among the Occupying Powers with respect to the allocation of coal, coke or steel, which is in force at the time the division is made;

(iii) be consistent with the objectives set forth in the Convention for European Economic Co-operation and with any programme approved, or decision taken, by the Organisation for European Economic Co-operation, which is applicable to the period for which such division is made.

(b) The export allocations of the Authority shall be in terms of minimum amounts of coal, coke and finished or semi-finished steel to be made available from the Ruhr for exports. The Authority shall

tation. L'Autorité aura le pouvoir d'exprimer des allocations à l'exportation en termes de qualités ou types divers de charbon, de coke et d'acier fini ou semi-fini. Exceptionnellement, l'Autorité pourra effectuer une allocation de fonte si à un moment quelconque, elle décide, à la majorité de 12 voix, qu'une telle allocation est nécessaire pour assurer un accès satisfaisant aux ressources de fonte. En effectuant ses allocations d'acier fini ou semi-fini à l'exportation, l'Autorité sera liée par, et agira dans, le cadre de tous accords relatifs au niveau de production d'acier en Allemagne alors en vigueur et auxquels les Puissances occupantes intéressées sont parties.

(c) Avant que l'Autorité ne commence à exercer ses fonctions aux termes du présent article, elle conviendra avec les autorités d'occupation intéressées d'une procédure en vue de coordonner ses décisions avec la préparation des programmes et des plans établis pour être soumis à l'O.E.C.E. Cette procédure sera à tous moments revue à la demande d'un Membre quelconque et en tous cas à la fin de la période de contrôle ou à telle date plus rapprochée qui serait fixée d'un commun accord par les Puissances occupantes.

Article 15

L'Autorité aura le droit d'examiner les pratiques en matière de transport, de prix et de commerce, les contingents, les droits de douane ainsi que toutes autres mesures gouvernementales ou arrangements commerciaux institués ou permis par les autorités allemandes et affectant le charbon, le coke ou l'acier de la Ruhr. Au cas où l'Autorité déciderait que de telles pratiques, mesures ou arrangements sont artificiels ou discriminatoires et sont tels que:

- (i) ils entravent l'accès des autres pays au charbon, au coke ou à l'acier de la Ruhr, ou
- (ii) ils faussent les mouvements du charbon, du coke ou de l'acier de la Ruhr dans le commerce international, ou
- (iii) ils portent préjudice de toute autre manière à l'accomplissement des fins du présent Accord,

L'Autorité décidera que ces pratiques, mesures ou arrangements seront annulés ou convenablement modifiés. Dans les décisions qu'elle prendra en vertu du présent article, l'Autorité tiendra compte des exigences de la paix internationale et de la sécurité, des obligations de l'Allemagne aux termes de la Convention de Coopération Economique Européenne, et de la nécessité pour les autorités allemandes de protéger, dans une mesure légitime, la position financière et commerciale de l'Allemagne dans le commerce international.

Article 16

(a) Pendant la période de contrôle ou jusqu'à telle date plus rapprochée qui serait fixée d'un commun accord par les Puissances

have the power to express these export allocations in terms of various qualities or types of coal, coke and finished or semi-finished steel. Exceptionally, the Authority may make an allocation of pig-iron if at any time it decides by twelve affirmative votes that such an allocation is necessary in order to ensure adequate access to supplies of pig-iron. In making export allocations of finished or semi-finished steel, the Authority shall be bound by, and shall act within, any agreements relating to the level of steel production in Germany which are in force at the time and to which the Occupying Powers concerned are party.

(c) Before the Authority begins to exercise its functions under this article, it will agree with the Occupation Authorities concerned on a procedure for co-ordinating the decisions of the Authority with the preparation of proposed programmes and plans for submission to the Organisation for European Economic Co-operation. This procedure shall be reviewed at any time at the request of any member, and in any case at the end of the Control Period or at such earlier time as may be agreed upon by the Occupying Powers.

Article 15

The Authority shall have the right to examine transport, price and trade practices, quotas, tariffs, and other governmental measures or commercial arrangements instituted or permitted by the German authorities, which affect the coal, coke or steel of the Ruhr. If the Authority determines that such practices, measures or arrangements are artificial or discriminatory and are of such a nature as —

- (i) to impede access by other countries to the coal, coke or steel of the Ruhr,
- (ii) to distort the movements of Ruhr coal, coke or steel in international trade, or
- (iii) otherwise to prejudice the accomplishment of the purpose of the present Agreement,

the Authority shall decide that such practices, measures or arrangements shall be appropriately modified or terminated. In making its determinations under this article the Authority shall have due regard for the requirements of international peace and security, for Germany's obligations under the Convention for European Economic Co-operation, and for the need of the German authorities to afford legitimate protection to the commercial and financial position of Germany in international trade.

Article 16

(a) During the Control Period, or until such earlier time as may be agreed upon by the Occupying Powers, the Authority shall bring

occupantes, l'Autorité portera à l'attention des autorités d'occupation intéressées les mesures propres à assurer et par la suite l'Autorité assurera elle-même, conformément à tous accords internationaux qui sont ou qui entreront en vigueur entre les Gouvernements signataires sur la protection des intérêts étrangers,

(i) la sauvegarde et la protection des intérêts étrangers dans les entreprises de charbon, de coke ou d'acier de la Ruhr,

(ii) la protection de celles de ces entreprises qui comprennent des intérêts étrangers contre l'application de mesures discriminatoires dans tous les secteurs de leur activité,

étant entendu qu'au moment et dans la mesure où la protection de ces intérêts étrangers ou de ces entreprises sera confiée à un organisme créé ou désigné par tout accord international auquel les Gouvernements signataires seront parties, les fonctions de l'Autorité à cet égard prendront fin.

(b) A la fin de la période de contrôle, ou à telle date plus rapprochée qui serait fixée d'un commun accord par les Puissances occupantes, les fonctions de l'Autorité visées au paragraphe (a) de cet article seront, sauf dans le cas où elles auraient antérieurement pris fin, réexaminées par les Gouvernements signataires, en prenant en considération l'intérêt qu'il y a à transférer ces fonctions à un organisme distinct ou à les étendre à la région d'Aix-la-Chapelle.

Article 17

(a) Pendant la période de contrôle, ou jusqu'à telle date plus rapprochée qui serait fixée d'un commun accord par les Puissances occupantes, les autorités d'occupation intéressées maintiendront tous pouvoirs nécessaires pour assurer le désarmement de l'Allemagne, y compris le pouvoir de contrôler les livraisons de charbon de coke et d'acier de la Ruhr à toutes industries qui pourraient être interdites ou limitées dans l'intérêt de la sécurité par accord entre les Puissances occupantes ou en vertu de tout accord international auquel ces Puissances seront parties.

(b) A la fin de la période de contrôle ou à telle date plus rapprochée qui serait fixée d'un commun accord par les Puissances occupantes, les pouvoirs mentionnés au paragraphe (a) du présent article seront transférés à l'organisme international qui serait désigné à cet effet par le Règlement de paix ou par tout accord international auquel les Gouvernements signataires seront parties; l'Autorité coopérera avec ledit organisme international de la manière qui sera prescrite par le Règlement de paix ou par un tel accord international. Si aucun organisme international de cette nature n'est constitué, ces pouvoirs seront transférés à l'Autorité, pour être exercés par les représentants des Gouvernements signataires au sein de l'Autorité.

to the attention of the Occupation Authorities concerned measures which would ensure, and after such period or time the Authority shall itself ensure, in conformity with any international agreements relating to the protection of foreign interests in Germany in force at the time, to which the signatory Governments are party —

(i) the safeguard and protection of foreign interests in coal, coke and steel enterprises in the Ruhr, and

(ii) the protection of such enterprises involving foreign interests from the application of discriminatory measures in any sector of their activity;

provided that when and to the extent that the protection of such foreign interests or enterprises is entrusted to any agency created or designated by any international agreement to which the signatory Governments are party, the functions of the Authority in this matter shall cease.

(b) At the end of the Control Period, or at such earlier time as may be agreed upon by the Occupying Powers, the functions of the Authority referred to in paragraph (a) of this article shall, unless they have previously ceased, be reviewed by the signatory Governments, taking into account the desirability of transferring these functions to a separate agency or of extending them to the Aachen area.

Article 17

(a) During the Control Period, or until such earlier time as may be agreed upon by the Occupying Powers, the Occupation Authorities concerned will maintain such powers as may be necessary to enforce the disarmament of Germany, including power to control the supply of Ruhr coal, coke and steel to any industry which may be prohibited or limited in the interests of security by agreement among the Occupying Powers or under the terms of any international agreement to which they may become party.

(b) At the end of the Control Period, or at such earlier time as may be agreed upon by the Occupying Powers, the powers referred to in paragraph (a) of this Article shall be transferred to such international body as may be designated for these purposes by the peace settlement or by any international agreement to which the signatory Governments are party, and the Authority shall co-operate with that international body in such ways as shall be prescribed by the peace settlement or international agreement. If no such international body is established, these powers shall be transferred to the Authority to be exercised by the representatives of the signatory Governments thereon.

Article 18

(a) A la fin de la période de contrôle, ou à telle date plus rapprochée qui serait fixée d'un commun accord par les Puissances occupantes, les pouvoirs actuellement détenus par les autorités d'occupation, nécessaires

(i) pour empêcher l'établissement ou le rétablissement d'une structure de la propriété dans les industries du charbon, du coke ou de l'acier de la Ruhr, ou d'accords professionnels et commerciaux entre ces industries, qui constitueraient des concentrations excessives de puissance économique,

(ii) pour empêcher les personnes qui ont été ou qui pourront être convaincues d'avoir encouragé les desseins agressifs du parti national-socialiste d'occuper des postes dans la gestion ou de détenir des intérêts dans la propriété des industries du charbon, du coke ou de l'acier de la Ruhr, ou dans les organisations professionnelles et commerciales de ces industries, et

(iii) pour s'assurer que les informations nécessaires pour atteindre les objectifs visés aux paragraphes (i) et (ii) ci-dessus sont fournies,

seront transférés à l'Autorité ou à l'Office Militaire de Sécurité ou à son successeur ou à tout autre organisme créé par un accord international qui serait chargé d'assurer l'accomplissement de ces fins en ce qui concerne ces industries et d'autres industries en Allemagne. L'Autorité coopérera avec tout autre organisme auquel de tels pouvoirs seraient transférés.

(b) A l'occasion si possible de la première réunion des représentants spéciaux des Membres prévue à l'article 27 et en tout cas avant la fin de la période de contrôle, les Gouvernements signataires détermineront, à la lumière de l'expérience acquise par les autorités d'occupation:

(i) les pouvoirs actuellement détenus par les autorités d'occupation qui devront être maintenus en vue d'atteindre les objectifs prévus au paragraphe (a) du présent article,

(ii) si ces pouvoirs seront transférés à l'Autorité, à l'Office Militaire de Sécurité, à son successeur, ou à tout autre organisme créé par un accord international,

(iii) de quelle manière ces pouvoirs, dans le cas où ils seraient transférés à l'Autorité, seront exercés, et

(iv) dans le cas où ces pouvoirs seraient transférés à un autre organisme, la manière dont l'Autorité coopérera avec cet organisme.

Article 19

(a) A la fin de la période de contrôle, ou à telle date plus rapprochée qui serait fixée d'un commun accord par les Puissances occu-

Article 18

(a) At the end of the Control Period, or at such earlier time as may be agreed upon by the Occupying Powers, such of the existing powers of the Occupation Authorities as are necessary to ensure—

(i) that there shall not be allowed to develop, or be restored, any pattern of ownership in the Ruhr coal, coke or steel industries, or trade and marketing agreements among such industries, which would constitute excessive concentration of economic power;

(ii) that persons who have been, or may be, found to have furthered the aggressive designs of the National Socialist Party do not hold positions of ownership or control in the Ruhr coal, coke or steel industries or the trade and marketing organisations of such industries; and

(iii) that adequate information is made available for the purposes specified in sub-paragraphs (i) and (ii) above,

will be transferred to the Authority or to the Military Security Board or its successor or to some other body created by international agreement and charged with ensuring the achievement of these objectives with respect to these and other industries in Germany. The Authority shall co-operate with any other body to which such powers may be transferred.

(b) In conjunction with the first meeting of the special representatives of the members contemplated in Article 27, if practicable, but in any event before the end of the Control Period, the signatory Government will determine, in the light of the experience of the Occupation Authorities—

(i) which of the existing powers of the Occupation Authorities are to be continued for the purposes provided for in paragraph (a) of this Article;

(ii) whether such powers will be transferred to the Authority, the Military Security Board or its successor, or some other body created by international agreement;

(iii) the manner in which such powers will be exercised if transferred to the Authority; and

(iv) in the event of powers being so transferred to another body, the manner in which the Authority will co-operate with such other body.

Article 19

(a) At the end of the Control Period, or at such earlier time as may be agreed upon by the Occupying Powers, only such of the

pantes, seuls les pouvoirs actuellement détenus par les Autorités d'occupation sur la gestion des industries du charbon, du coke ou de l'acier de la Ruhr, qui seront nécessaires pour assurer que:

(i) la politique générale et les programmes généraux de production, de développement et d'investissements de ces industries sont conformes aux objectifs énumérés dans le préambule du présent Accord, et

(ii) les informations appropriées concernant cette politique et ces programmes seront fournies,

seront transférés à l'Autorité, à l'Office Militaire de Sécurité, ou à son successeur, ou à tout autre organisme créé par un accord international.

(b) A l'occasion si possible de la première réunion des représentants spéciaux des Membres prévue à l'article 27, et en tout cas avant la fin de la période de contrôle, les Gouvernements signataires détermineront, à la lumière de l'expérience acquise par les autorités d'occupation:

(i) les pouvoirs actuellement détenus par les autorités d'occupation qui devront être maintenus en vue d'atteindre les objectifs visés au paragraphe (a) du présent article,

(ii) les pouvoirs qui seront exercés par l'Autorité, par l'Office Militaire de Sécurité ou par son successeur, ou par tout autre organisme créé par accord international,

(iii) la manière dont les pouvoirs transférés à l'Autorité seront exercés, et

(iv) les rapports entre l'Autorité et l'Office Militaire de Sécurité, ou son successeur ou tout autre organisme auquel les pouvoirs mentionnés au paragraphe (a) du présent article auraient pu être transférés.

Quatrième Partie. Information et Enquêtes

Article 20

Afin d'être en mesure d'accomplir ses fonctions et de vérifier que ses décisions sont exécutées de manière satisfaisante, l'Autorité aura le droit:

(i) de se procurer des rapports périodiques et tels rapports supplémentaires qu'elle jugera nécessaires sur la production, la distribution, la consommation du charbon, du coke et de l'acier de la Ruhr, y compris telles prévisions sur la production, la distribution et la consommation du charbon, du coke et de l'acier qui pourront être nécessaires pour être en mesure d'exercer les fonctions qui lui sont dévolues par l'article 14;

(ii) de se procurer les informations qu'elle jugera nécessaires sur les ressources en charbon, en coke et en acier dont l'Allemagne dis-

existing powers of the Occupation Authorities over the direction and management of the Ruhr coal, coke or steel industries as are necessary to ensure—

(i) that the general policies and general programmes relating to production, development and investment in those industries are in conformity with the purposes stated in the preamble to the present Agreement; and

(ii) that adequate information concerning such policies and programmes be made available;

will be transferred to the Authority, or to the Military Security Board or its successor, or to some other body created by international agreement.

(b) In conjunction with the first meeting of the special representatives of the members contemplated in Article 27, if practicable, but in any event before the end of the Control Period, the signatory Governments will determine, in the light of the experience of the Occupation Authorities—

(i) which of the existing powers of the Occupation Authorities are to be continued for the purposes provided in paragraph (a) of this Article;

(ii) which of these powers will be exercised by the Authority, by the Military Security Board or its successor, or by some other body created by international agreement,

(iii) the manner in which powers transferred to the Authority will be exercised; and

(iv) the relationship of the Authority with the Military Security Board or its successor, or with any other body to which the powers mentioned in paragraph (a) of this Article may be transferred.

Part IV. Information and Investigation

Article 20

In order that the Authority may properly perform its functions and in order that it may determine whether its decisions are being appropriately carried out, the Authority shall have the right—

(i) to obtain periodical reports, and such additional reports as it considers necessary, on production, distribution and consumption of Ruhr coal, coke and steel, including such forecasts of production, distribution and consumption as may be necessary to enable it to perform its functions under Article 14;

(ii) to obtain such information as it considers necessary concerning supplies of coal, coke and steel available to Germany from sources

posera et provenant de régions autres que la Ruhr, ainsi que sur les exportations de ces produits en provenance de régions de l'Allemagne autres que la Ruhr;

(iii) de faire dans la Ruhr toutes enquêtes, y compris des interrogatoires de témoins, qu'elle jugera nécessaires en vue de vérifier les informations qu'elle recueillera aux termes du présent article ou d'autres articles du présent Accord et en vue de s'assurer de la façon dont ses décisions ont été exécutées, étant entendu que de telles enquêtes pourront être faites dans les autres régions de l'Allemagne selon une procédure spéciale qui sera établie conformément à l'article 13 ci-dessus.

Dans l'exercice de ces droits, l'Autorité pourra procéder à des interrogatoires de personnes, y compris des fonctionnaires, et à des enquêtes dans les organismes, entreprises et firmes, publics ou privés, ainsi qu'à l'étude des dossiers et à l'examen des installations.

Cinquième Partie. Exécution des Fonctions

Article 21

(a) Pendant la période de contrôle ou jusqu'à telle date ou telles dates plus rapprochées qui seraient fixées d'un commun accord par les Puissances occupantes, l'Autorité transmettra ses décisions aux termes des articles 14 et 15 et ses recommandations aux termes de l'article 16 aux autorités d'occupation intéressées.

(b) Après la période de contrôle ou après telle date ou telles dates plus rapprochées qui seraient fixées d'un commun accord par les Puissances occupantes, l'Autorité transmettra ses décisions aux termes des articles 14 et 15 et ses directives aux termes de l'article 16 au Gouvernement allemand.

Article 22

Au cours de la période de contrôle ou jusqu'à telle date ou telles dates plus rapprochées qui seraient fixées d'un commun accord par les Puissances occupantes, les autorités d'occupation intéressées:

(i) prendront les mesures nécessaires pour que les décisions de l'Autorité aux termes de l'article 14 soient exécutées, sauf dans la mesure où, dans l'opinion des autorités d'occupation intéressées, il serait indispensable de les modifier afin de les rendre compatibles avec tout accord entre les Puissances occupantes ou deux d'entre elles relatif à l'assistance financière à l'Allemagne, en vigueur à cette date, ou avec tout accord entre les Puissances occupantes concernant la répartition du charbon, du coke et de l'acier en vigueur à cette date;

(ii) prendront les mesures nécessaires pour que les décisions de l'Autorité aux termes de l'article 15 soient exécutées;

(iii) informeront l'Autorité des mesures prises à la suite de recommandations faites par celle-ci aux termes de l'article 16;

other than the Ruhr, and concerning exports from Germany of such products from sources other than the Ruhr; and

(iii) to make in the Ruhr any investigations, including the examination of witnesses, which it considers necessary to verify the information obtained under this Article or other Articles of the present Agreement, and to determine the manner in which its decisions are being carried out, provided that similar investigations may also be made in other parts of Germany under a special procedure to be established in accordance with Article 13.

In the exercise of these rights, the Authority may make enquiries of individuals, including public officials, and public or private organisations, enterprises and firms, and may examine records and installations.

Part V. Execution of Functions

Article 21

(a) During the Control Period, or until such earlier time or times as may be agreed upon by the Occupying Powers, the Authority shall transmit its decisions under Articles 14 and 15 and its recommendations under Article 16 to the Occupation Authorities concerned.

(b) After the Control Period, or after such earlier time or times as may be agreed upon by the Occupying Powers, the Authority shall transmit its decisions under Articles 14 and 15 and its directions under Article 16 to the German Government.

Article 22

During the Control Period, or until such earlier time or times as may be agreed upon by the occupying Powers, the occupation authorities concerned will—

(i) ensure that the decisions of the Authority under Article 14 are carried out except in so far as, in the judgment of the occupation authorities concerned, they require modification in order to make them consistent either with any agreement between two or more of the Occupying Powers relating to financial assistance to Germany which is in force at the time, or with any agreement among the Occupying Powers with respect to the allocation of coal, coke or steel which is in force at the time;

(ii) ensure that the decisions of the Authority under Article 15 are carried out;

(iii) inform the Authority of measures taken as the result of its recommendations under Article 16;

(iv) prendront les mesures nécessaires pour mettre l'Autorité en mesure d'exercer les droits qui lui sont conférés à l'article 20;

(v) prendront les mesures nécessaires pour assurer la jouissance des privilèges et immunités prévus à l'article 28.

Article 23

Après la période de contrôle, ou après telle date ou telles dates plus rapprochées qui seraient fixées d'un commun accord par les Puissances occupantes, le Gouvernement allemand prendra les mesures nécessaires pour:

(i) assurer que les décisions de l'Autorité aux termes des articles 14 et 15 et ses directives aux termes de l'article 16 soient exécutées et que tous pouvoirs transférés à l'Autorité aux termes des articles 17, 18 et 19 puissent être effectivement exercés;

(ii) mettre l'Autorité en mesure d'exercer les droits qui lui sont conférés à l'article 20, et

(iii) assurer la jouissance des privilèges et immunités prévus à l'article 28.

Sixième Partie. Manquement

Article 24

(a) Au cas où le Gouvernement allemand ne prendrait pas les mesures requises aux termes de l'article 23 du présent Accord, les représentants des Gouvernements signataires au sein de l'Autorité pourront en adresser signification écrite au Gouvernement allemand; cette signification accordera au Gouvernement allemand la possibilité, dans un délai que lesdits représentants fixeront comme raisonnable, de comparaître et d'exposer les raisons pour lesquelles il ne devrait pas être déclaré en défaut.

(b) Au cas où le Gouvernement allemand ne donnerait pas de raisons satisfaisantes aux représentants des Gouvernements signataires, ces représentants pourront déclarer le Gouvernement allemand en défaut et signifieront cette décision par écrit au Gouvernement allemand. Ils feront alors des recommandations sur les mesures appropriées dont ils estimeront l'application nécessaire.

(c) Au cas où les représentants des Gouvernements signataires décideraient que le Gouvernement allemand prend ou permet des mesures qui, si elles continuaient à être appliquées, seraient de nature à entraver l'exercice normal des fonctions de l'Autorité, et qu'il importe que l'application de ces mesures soit suspendue en attendant que l'Autorité ait procédé à un examen plus approfondi et ait formulé une décision ou une directive, ces représentants pourront adresser au Gouvernement allemand une signification écrite préliminaire exigeant

(iv) take such action as is necessary to enable the Authority to exercise the rights provided for in Article 20; and

(v) ensure the enjoyment of the privileges and immunities provided for in Article 28.

Article 23

After the Control Period, or after such earlier time or times as may be agreed upon by the Occupying Powers, the German Government shall—

(i) ensure that the decisions of the Authority under Articles 14 and 15 and the directions of the Authority under Article 16 are carried out and that any powers transferred to the Authority under Articles 17, 18 and 19 can be effectively exercised;

(ii) take such action as is necessary to enable the Authority to exercise the rights provided for in Article 20; and

(iii) ensure the enjoyment of the privileges and immunities provided for in Article 28.

Part VI. Default

Article 24

(a) Should the German Government fail to take any action required by Article 23 of the present Agreement, the representatives of the signatory Governments on the Authority may serve notice in writing upon the German Government, which notice shall afford the German Government an opportunity, within a time determined by such representatives to be reasonable, to appear and present reasons why it should not be declared in default.

(b) If the German Government does not present reasons satisfactory to the representatives of the signatory Governments, such representatives may declare the German Government in default and in that event shall inform the German Government in writing of their decision. Such representatives shall then make recommendations as to the necessary and appropriate measures to be applied.

(c) Should the representatives of the signatory Governments decide that the German Government is taking or permitting action which, if permitted to continue, might frustrate the proper exercise of the functions of the Authority, and that it is expedient that such action should be suspended pending further investigation by the Authority and the formulation of a decision or direction, such representatives may serve preliminary notice in writing upon the German Government that such action shall be suspended, with immediate

la suspension, avec effet immédiat, de l'application desdites mesures pour telle période qui apparaîtra convenable en attendant que l'Autorité ait procédé à un examen plus approfondi.

(d) Le Gouvernement allemand pourra, dans un délai de quinze jours suivant la signification préliminaire qui lui aura été adressée conformément aux dispositions du paragraphe (c) du présent article, demander qu'il soit sursis à l'effet de cette signification; dans ce cas, le Gouvernement allemand aura la faculté de se faire entendre à tel moment et en tel lieu qui seront fixés par les représentants des Gouvernements signataires. Si le Gouvernement allemand ne se conforme pas à la signification préliminaire et

(i) si, une audition ayant eu lieu, lesdits représentants ont notifié à ce Gouvernement que leur décision est maintenue, ou

(ii) si le Gouvernement allemand a omis de comparaître à la date et au lieu fixés, ou

(iii) si, un délai de quinze jours s'étant écoulé, aucune demande tendant à surseoir à la signification n'a été présentée,

ces représentants pourront sans autres formalités déclarer le Gouvernement allemand en défaut et, dans ce cas, informeront ce Gouvernement par écrit de leur décision. Ils feront alors toutes recommandations sur les mesures qu'il sera nécessaire d'appliquer.

(e) Toutes décisions prises aux termes du présent article devront l'être à la majorité des votes attribués aux représentants des Gouvernements signataires.

(f) Au cours de la période de contrôle, les recommandations prévues aux paragraphes (b) et (d) du présent article seront transmises aux autorités d'occupation.

(g) A la fin de la période de contrôle, les recommandations prévues aux paragraphes (b) et (d) du présent article seront transmises aux Gouvernements signataires. Les mesures recommandées seront appliquées conformément aux dispositions appropriées du Règlement de paix ou de tout accord international auquel les Gouvernements signataires seront parties.

Septième Partie. Dispositions générales

Article 25

L'Autorité pourra établir telles relations officielles ou officieuses avec les Nations Unies, les organismes qui s'y rattachent, ainsi qu'avec les organismes spécialisés et les autres organismes intergouvernementaux, qui pourront faciliter l'accomplissement de ses fonctions.

effect, for such a period as may seem appropriate, pending further consideration by the Authority.

(d) The German Government may, within fifteen days of the service of the preliminary notice in accordance with the provisions of paragraph (c) of this Article, request that the notice be set aside, and in that event shall be afforded a hearing at such time and place as may be determined by the representatives of the signatory Governments. If the German Government fails to comply with the preliminary notice after—

(i) a hearing has been held and such representatives have notified that Government that their decision has been maintained;

(ii) having failed to appear for a hearing at the time and place established; or

(iii) fifteen days have elapsed and no request that the notice be set aside has been made;

such representatives may without further formality declare the German Government in default, and in that event shall inform that Government in writing of their decision. Such representatives shall then make recommendations as to the necessary measures to be applied.

(e) All decisions under this Article shall be reached by a majority of the votes allocated to the representatives of the signatory Governments.

(f) During the Control Period, the recommendations provided for in paragraphs (b) and (d) of this Article shall be made to the occupation authorities.

(g) After the end of the Control Period, the recommendations provided for in paragraphs (b) and (d) of this Article will be made to the signatory Governments. The measures recommended will be applied in accordance with the relevant provisions of the peace settlement or any international agreement to which the signatory Governments are party.

Part VII. General Provisions

Article 25

The Authority may establish such formal or informal relationship with the United Nations and its subsidiary bodies, and with the Specialised Agencies and with other inter-governmental bodies, as may facilitate the performance of its functions.

Article 26

Les pouvoirs de l'Autorité ne seront pas utilisés en vue de protéger les intérêts commerciaux d'un pays quelconque, ni en vue de favoriser ce pays dans la concurrence internationale, ni en vue d'empêcher le progrès technique orienté vers des buts pacifiques ou l'amélioration du rendement.

Article 27

(a) Un an après son entrée en fonctions et tous les ans par la suite, l'Autorité soumettra aux Membres un rapport écrit sur tous les aspects de son activité. Après réception par ceux-ci de ce rapport annuel il se tiendra, à moins que tous les Gouvernements signataires n'en décident autrement, une réunion de représentants spéciaux des Membres, en vue d'examiner le rapport et l'activité de l'Autorité.

(b) Sauf dans le cas prévu au paragraphe (c) du présent article, deux ou plusieurs des Membres de l'Autorité qui, à un moment quelconque, estiment que l'activité ou la politique de l'Autorité est incompatible avec les fins du présent Accord, pourront signifier à cet effet par écrit à tous les autres Membres les points qui selon eux constituent une telle divergence.

Après réception de cette signification, les Membres se consulteront au sujet de ce recours et prendront toutes mesures que les circonstances pourront exiger pour apporter une solution, y compris, s'il y a lieu, tel règlement arbitral ou judiciaire sur lequel ces Membres pourront se mettre d'accord.

(c) Tout recours relatif à l'activité ou à la politique de l'Autorité en matière de désarmement, de démilitarisation, de dénazification ne pourra être engagé que s'il est soutenu par deux Membres de l'Autorité autres que l'Allemagne.

(d) Rien dans cet article ne saurait être considéré comme affectant les dispositions des articles 13 ou 33 du présent Accord.

Huitième Partie. Privilèges et Immunités

Article 28

(a) L'Autorité, ses avoirs, revenus et autres biens jouiront en Allemagne des mêmes privilèges, immunités, facilités qui sont accordés aux Nations Unies par la Convention Générale sur les Privilèges et Immunités des Nations Unies.

(b) Jusqu'à la fin de la période de contrôle ou jusqu'à telle date plus rapprochée qui serait fixée d'un commun accord par les Puissances occupantes, les représentants des Gouvernements signataires, leur personnel, les membres du personnel de l'Autorité autres que les ressortissants allemands, ainsi que les personnes qui dépendent d'elles, jouiront en Allemagne des mêmes privilèges et immunités

Article 26

The powers of the Authority will not be exercised for the purpose of protecting the commercial or competitive interests of any country, nor for the purpose of preventing peaceful technological development or increased efficiency.

Article 27

(a) One year after entering upon its functions and thereafter at annual intervals the Authority shall make a written report to the members on every aspect of its work. After the receipt by the members of such annual report there shall be held, unless all the signatory Governments decide otherwise, a meeting of special representatives of the members for the purpose of reviewing the report and the work of the Authority.

(b) Except as provided in paragraph (c) of this Article, any two or more members of the Authority which, at any time, believe, that the course of action or the policies initiated by the Authority are inconsistent with the purposes of the present Agreement, may give notice in writing to this effect to all other members of the Authority specifying the particulars which they consider to constitute such inconsistency. Upon receipt of such notice, the members shall consult together with respect to the complaint and shall take such action as may be required in the circumstances to accomplish a solution of the matter, including, where appropriate, such arbitration or judicial settlement as may be agreed by such members.

(c) A notice of complaint with respect to a course of action or policies initiated by the Authority for reasons of disarmament, demilitarisation or denazification may only be given when supported by two members of the Authority other than Germany.

(d) Nothing in this Article shall be construed to affect the provisions of Articles 13 or 33 of the present Agreement.

Part VIII. Privileges and Immunities

Article 28

(a) The Authority and its assets, income and other property shall enjoy in Germany the same privileges, immunities and facilities as are provided for the United Nations by the General Convention on Privileges and Immunities of the United Nations.

(b) During the Control Period, or until such earlier time as may be agreed upon by the Occupying Powers, the representatives of the signatory Governments and their staffs and members of the staff of the Authority other than German nationals, and the dependents, of such persons, shall enjoy in Germany the same privileges and immunities as are enjoyed by the official personnel of the

que le personnel officiel des autorités d'occupation. Par la suite, ces mêmes personnes jouiront en Allemagne des mêmes privilèges et immunités qui sont accordés aux personnes de rang équivalent par la Convention Générale sur les Privilèges et Immunités des Nations Unies.

(c) Les ressortissants allemands membres du personnel de l'Autorité ne pourront pas faire l'objet d'une action légale à la suite de paroles, d'écrits et de tous actes accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions.

Neuvième Partie. Définitions

Article 29

Aux fins du présent Accord,

(i) l'expression „*Ruhr*” signifie les régions du Land Rhéno-Westphalien, telles qu'elles sont actuellement constituées, énumérées dans l'annexe au présent Accord;

(ii) l'expression „*Gouvernements signataires*” désigne les Gouvernements mentionnés au dernier paragraphe du préambule;

(iii) l'expression „*Puissances occupantes*” désigne le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement du Royaume-Uni;

(iv) l'expression „*autorités d'occupation*” désigne les représentants en Allemagne des Puissances occupantes, qui assument au nom de leurs Gouvernements la responsabilité de l'occupation en Allemagne;

(v) les expressions „*Puissances occupantes intéressées*” et „*autorités d'occupation intéressées*” désignent les Puissances occupantes ou les autorités d'occupation qui partagent la responsabilité de l'administration économique de la partie de l'Allemagne qui comprend la Ruhr;

(vi) l'expression „*période de contrôle*” signifie la période au cours de laquelle les Puissances occupantes sont investies de l'autorité suprême;

(vii) l'expression „*Gouvernement allemand*” signifie tout gouvernement fédéral en Allemagne, y compris un Gouvernement fédéral provisoire, approuvé par les Puissances occupantes;

(viii) l'expression „*charbon*” signifie la houille, la „*Pechkohle*” et le lignite sous toutes leurs formes, ainsi que les agglomérés de ces produits;

(ix) l'expression „*coke*” signifie les combustibles solides obtenus par la distillation du charbon, y compris le semi-coke ou les autres cokes spéciaux, sous toutes leurs formes;

(x) l'expression „*acier*” signifie toutes catégories de produits sidérurgiques finis, laminés à chaud ou à froid, tréfilés et étirés, y

Occupation Authorities. Thereafter all such persons shall enjoy in Germany the same privileges and immunities as are provided for persons of comparable status by the General Convention on Privileges and Immunities of the United Nations.

(c) German nationals on the staff of the Authority shall be immune from legal process in respect of words spoken or written and all acts performed by them in their official capacity.

Part IX. Definitions

Article 29

For the purposes of the present Agreement—

(i) the expression "*Ruhr*" means the areas, as presently constituted, in Land North Rhine-Westphalia, listed in the Annex to this Agreement;

(ii) the expression "*signatory Governments*" means the Governments named in the last paragraph of the preamble;

(iii) the expression "*Occupying Powers*" means the Government of France, the Government of the United Kingdom and the Government of the United States;

(iv) the expression "*Occupation Authorities*" means the Occupying Powers' representatives in Germany who are exercising responsibility for the occupation of Germany on behalf of their Governments;

(v) the expressions "*Occupying Powers concerned*" and "*Occupation Authorities concerned*" mean those Occupying Powers or Occupation Authorities which share the responsibility for the economic administration of that part of Germany which includes the Ruhr;

(vi) the expression "*Control Period*" means the period during which supreme authority is vested in the Occupying Powers;

(vii) the expression "*German Government*" means any federal government, including a provisional federal government, in Germany which is approved by the Occupying Powers;

(viii) the expression "*coal*" means hard coal, soft coal, "Pechkohle" and lignite in all their forms, and agglomerates of these products;

(ix) the expression "*coke*" means solid fuels derived from distillation of coal, including semi-coke or other special cokes in whatever form;

(x) the expression "*steel*" means all hot- and cold-finished rolled or drawn steel products, including tubes, with or without steel mill

compris les tubes avec ou sans extras d'acier laminé, tous produits en acier forgé et moulé, usinés ou non, en acier au carbone et allié, les lingots, les produits semi-finis, les ferro-alliages et la fonte de toute nature;

(xi) les expressions „acier fini” et „acier semi-fini” signifient toutes les formes d'acier mentionnées dans la définition précédente, à l'exception des lingots, des ferro-alliages et de la fonte.

Dixième Partie. Clauses finales

Article 30

Le présent Accord entrera en vigueur dès qu'il aura été signé au nom des Gouvernements de la Belgique, des États-Unis d'Amérique, de la France, du Luxembourg, des Pays-Bas et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Article 31

Dès qu'un Gouvernement allemand aura été constitué, il pourra accéder au présent Accord en souscrivant aux termes d'un instrument contenant tels engagements par lequel ce Gouvernement assumera les responsabilités qui lui incombent en vertu du présent Accord et telles autres dispositions qui pourront faire l'objet d'un accord entre les Gouvernements signataires.

Article 32

Le présent Accord, sous réserve des dispositions de l'article 33, demeurera en application jusqu'à l'entrée en vigueur d'un Règlement de paix pour l'Allemagne et, par la suite, ainsi qu'il sera prévu dans ce Règlement de paix.

Article 33

Le présent Accord peut être amendé par une décision commune de tous les Gouvernements signataires sur recommandation de l'Autorité. Aussi longtemps que les Puissances occupantes conserveront leur position particulière à l'égard de l'Allemagne, elles pourront mettre fin au présent Accord, sous réserve d'une consultation préalable avec les autres Gouvernements signataires. Par la suite, il pourra y être mis fin par accord entre tous les Gouvernements signataires.

Article 34

Les textes anglais et français du présent Accord font également foi.

extras, all finished steel forgings and finished steel castings, machined or unmachined, in carbon and alloy grades, ingots, semi-finished steel products, ferro-alloys and pig-iron of any type;

(xi) the expressions "*finished steel*" and "*semi-finished steel*" include all forms of steel mentioned in the preceding definition except ingots, ferro-alloys and pig-iron.

Part. X. Final Clauses

Article 30

The present Agreement shall come into force as soon as it has been signed on behalf of the Government of Belgium, the Government of France, the Government of Luxembourg, the Government of the Netherlands, the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the United States of America.

Article 31

As soon as a German government has been established, it may accede to the present Agreement by executing an instrument containing such undertakings with respect to the assumption of the responsibilities of the German Government under the Agreement and such other provisions as may be agreed by the signatory Governments.

Article 32

The present Agreement shall, subject to the provisions of Article 33, continue in force until the coming into effect of a peace settlement for Germany and thereafter as provided in such peace settlement.

Article 33

The present Agreement may be amended by the agreement of all the signatory Governments on the recommendation of the Authority. As long as the special relation of the Occupying Powers towards Germany continues, the present Agreement may be terminated by those Powers subject to prior consultation with the other signatory Governments. Thereafter it may be terminated by the agreement of all the signatory Governments.

Article 34

The English and French texts of the present Agreement are equally authentic.

Article 35

Le texte original du présent Accord sera déposé dans les archives du Gouvernement du Royaume-Uni, qui transmettra des copies certifiées conformes à chacun des Gouvernements au nom desquels il aura été signé. Il sera enregistré auprès du Secrétaire Général des Nations Unies.

Fait à Londres, le 28 avril 1949.

En foi de quoi, les représentants soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord aux dates qui figurent en regard de leurs signatures respectives.

Pour le Gouvernement de la Belgique:

O. DE THIEUSIES

le 28 avril 1949.

Pour le Gouvernement des États-Uni d'Amérique:

J. C. HOLMES

le 28 avril 1949.

Pour le Gouvernement de la France:

R. MASSIGLI

le 28 avril 1949.

Pour le Gouvernement du Luxembourg:

A. J. CLASEN

le 28 avril 1949.

Pour le Gouvernement des Pays-Bas:

E. MICHIELS VAN VERDUYNEN

le 28 avril 1949.

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

ERNEST BEVIN

le 28 avril 1949.

Article 35

The original of the present Agreement shall be deposited with the Government of the United Kingdom, which shall transmit certified copies thereof to each of the Governments on behalf of which it is signed, and it shall be registered with the Secretary-General of the United Nations.

Done at London this 28th day of April, 1949.

In witness whereof the undersigned representatives, duly authorised by their respective Governments, have signed the present Agreement on the dates appearing opposite their respective signatures.

For the Government of Belgium:

O. DE THIEUSIES

28th April, 1949.

For the Government of France:

R. MASSIGLI

28th April, 1949.

For the Government of Luxembourg:

A. J. CLASEN

28th April, 1949.

For the Government of the Netherlands:

E. MICHIELS VAN VERDUYNEN

28th April, 1949.

For the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:

ERNEST BEVIN

28th April, 1949.

For the Government of the United States of America:

J. C. HOLMES

28th April, 1949.

Annexe**Dans le Regierungsbezirk de Düsseldorf:**

- (1) Landkreis Dinslaken.
- (2) Landkreis Düsseldorf-Mettmann.
- (3) Landkreis Essen.
- (4) Landkreis Geldern.
- (5) Landkreis Krefeld-Urdingen.
- (6) Landkreis Moers.
- (7) Landkreis Rees.
- (8) Stadtkreis Düsseldorf.
- (9) Stadtkreis Duisburg-Hamborn.
- (10) Stadtkreis Mülheim.
- (11) Stadtkreis Neuss.
- (12) Stadtkreis Oberhausen.
- (13) Stadtkreis Remscheid.
- (14) Stadtkreis Solingen.
- (15) Stadtkreis Wuppertal.

Dans le Regierungsbezirk de Münster:

- (1) Landkreis Beckum.
- (2) Landkreis Lüdinghausen.
- (3) Landkreis Recklinghausen.
- (4) Stadtkreis Bottrop.
- (5) Stadtkreis Gelsenkirchen.
- (6) Stadtkreis Gladbeck.
- (7) Stadtkreis Recklinghausen.

Dans le Regierungsbezirk d'Arnsberg:

- (1) Landkreis Ennepe-Ruhrkreis.
- (2) Landkreis Iserlohn.
- (3) Landkreis Unna.
- (4) Stadtkreis Bochum.
- (5) Stadtkreis Castrop-Rauxel.
- (6) Stadtkreis Dortmund.
- (7) Stadtkreis Hagen.
- (8) Stadtkreis Hamm.
- (9) Stadtkreis Herne.
- (10) Stadtkreis Iserlohn.
- (11) Stadtkreis Lünen.
- (12) Stadtkreis Wanne-Eickel.
- (13) Stadtkreis Wattenscheid.
- (14) Stadtkreis Witten.

Annex**In Regierungsbezirk Düsseldorf:**

- (1) Landkreis Dinslaken.
- (2) Landkreis Düsseldorf-Mettmann.
- (3) Landkreis Essen.
- (4) Landkreis Geldern.
- (5) Landkreis Krefeld-Urdingen.
- (6) Landkreis Moers.
- (7) Landkreis Rees.
- (8) Stadtkreis Düsseldorf.
- (9) Stadtkreis Duisburg-Hamborn.
- (10) Stadtkreis Mülheim.
- (11) Stadtkreis Neuss.
- (12) Stadtkreis Oberhausen.
- (13) Stadtkreis Remscheid.
- (14) Stadtkreis Solingen.
- (15) Stadtkreis Wuppertal.

In Regierungsbezirk Münster:

- (1) Landkreis Beckum.
- (2) Landkreis Lüdinghausen.
- (3) Landkreis Recklinghausen.
- (4) Stadtkreis Bottrop.
- (5) Stadtkreis Gelsenkirchen.
- (6) Stadtkreis Gladbeck.
- (7) Stadtkreis Recklinghausen.

In Regierungsbezirk Arnsberg:

- (1) Landkreis Ennepe-Ruhrkreis.
- (2) Landkreis Iserlohn.
- (3) Landkreis Unna.
- (4) Stadtkreis Bochum.
- (5) Stadtkreis Castrop-Rauxel.
- (6) Stadtkreis Dortmund.
- (7) Stadtkreis Hagen.
- (8) Stadtkreis Hamm.
- (9) Stadtkreis Herne.
- (10) Stadtkreis Iserlohn.
- (11) Stadtkreis Lünen.
- (12) Stadtkreis Wanne-Eickel.
- (13) Stadtkreis Wattenscheid.
- (14) Stadtkreis Witten.

OVEREENKOMST INZAKE DE INSTELLING VAN EEN INTERNATIONAAL ORGAAN VOOR HET RUHRGEBIED

Overwegende, dat de internationale veiligheid en het algemeen economisch herstel vereisen:

dat de hulpbronnen van het Ruhrgebied in de toekomst niet gebruikt worden voor agressie, maar gebruikt worden in het belang van de vrede;

dat verzekerd worde, dat de steenkolen, de cokes en het staal van het Ruhrgebied, welke vroeger uitsluitend onder het beheer van Duitsland stonden, in de toekomst op billijke grondslag voor de landen welke samenwerken voor het algemeen economisch belang, toegankelijk zijn;

Overwegende, dat het voor de politieke en economische welvaart van de landen van Europa, welke voor het gemeenschappelijk economisch welzijn samenwerken — met inbegrip van een democratisch Duitsland — wenselijk is dat een nauwe coördinatie besta van het economisch leven van die landen;

Overwegende, dat het van belang is, dat de handel tussen de in het vorig lid genoemde landen vergemakkelijkt wordt door vermindering van handelsbelemmeringen en door alle andere middelen;

Mitsdien, ter bevordering van bovengenoemde doelstellingen en ten einde een internationale contrôle in het Ruhrgebied in te stellen in overeenstemming met de overeengekomen beginselverklaring vervat in Bijlage C van het Rapport hetwelk op de 1ste Juni 1948 te Londen is ondertekend bij het beëindigen van de Zes Mogendheden Conferentie over Duitsland, zijn overeengekomen de Regeringen van België, Frankrijk, Luxemburg, Nederland, het Verenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Noord-Ierland en de Verenigde Staten van Amerika het navolgende:

Deel I. Het Orgaan

Artikel 1

Hierbij wordt ingesteld een Internationaal Orgaan voor het Ruhrgebied, hierna te noemen „Orgaan” waarvan de samenstelling, bevoegdheden en werkzaamheden in deze Overeenkomst zijn omschreven.

Artikel 2

De Leden van het Orgaan zijn de Ondertekenende Regeringen en Duitsland.

Artikel 3

Het Orgaan bestaat uit een Raad samengesteld uit vertegenwoordigers van de Ondertekenende Regeringen en, behoudens het bij artikel 4 bepaalde, van Duitsland. De Raad wordt bijgestaan door een Secretariaat, aan het hoofd waarvan een Secretaris-Generaal staat. De Leden benoemen eveneens plaatsvervangende vertegenwoordigers.

Artikel 4

a. Wanneer een Duitse Regering is gevormd, kan zij een afgevaardigde benoemen bij het Orgaan, die het recht heeft vergaderingen van de Raad bij te wonen. Op het tijdstip, dat de Duitse Regering het recht verkrijgt de stemmen uit te brengen, welke aan Duitsland zijn toebedeeld, gelijk bepaald bij Artikel 9c, kan zij een vertegenwoordiger in de Raad en een plaatsvervangend vertegenwoordiger benoemen.

b. De betrokken Bezettingsautoriteiten zijn in de Raad vertegenwoordigd door een van haar onderdanen, die door haar gezamenlijk wordt aangewezen, tot het tijdstip, waarop de stemmen welke aan Duitsland zijn toegewezen door de Duitse vertegenwoordiger worden uitgebracht.

Artikel 5

De Zetel van het Orgaan zal gevestigd zijn in een zodanige plaats in Noord Rijnland-Westfalen, als door de Raad zal worden vastgesteld.

Artikel 6

a. Elk Lid draagt de kosten van zijn eigen vertegenwoordiging. Kosten, verbonden aan reizen ten behoeve van het Orgaan, worden evenwel door het Orgaan gedragen.

b. De kosten van het Orgaan worden door de Leden gedragen in verhouding tot het aantal stemmen dat hun is toegewezen.

c. Totdat de Bezettende Mogendheden anders beslissen, worden de kosten van de Duitse vertegenwoordiging evenals het aandeel in de kosten van het Orgaan, hetwelk door Duitsland gedragen moet worden, bestreden op zodanige wijze als de betrokken Bezettingsautoriteiten vaststellen.

Deel II. Interne organisatie en werkwijze

Artikel 7

De Raad houdt de gewone en bijzondere vergaderingen, welke nodig zijn voor de uitoefening van zijn functies.

Artikel 8

Het Voorzitterschap van de Raad wordt, telkens voor een tijdvak van zes maanden, beurtelings in een door de Raad vast te stellen volgorde waargenomen door de Vertegenwoordigers van de Ondertekenende Regeringen. De vertegenwoordiger van de Regering van het Verenigd Koninkrijk neemt het Voorzitterschap waar, totdat de Raad de volgorde heeft vastgesteld.

Artikel 9

a. Het stemrecht in de Raad van de verschillende Leden van het Orgaan is als volgt:

| | |
|---------------------------|-----------|
| België | 1 stem |
| Duitsland | 3 stemmen |
| Frankrijk | 3 stemmen |
| Luxemburg | 1 stem |
| Nederland | 1 stem |
| Verenigd Koninkrijk | 3 stemmen |
| Verenigde Staten | 3 stemmen |

b. Acht stemmen vóór zijn voldoende voor elk besluit van het Orgaan, behalve voor de gevallen bedoeld in de artikelen 13, 14, 17 en 24.

c. De aan Duitsland toegewezen stemmen zullen als één stem worden uitgebracht door de gemeenschappelijke vertegenwoordiger van de betrokken Bezettingsautoriteiten, die benoemd is op de wijze als bepaald in artikel 4, totdat de betrokken Bezettende Mogendheden hebben beslist, dat de Duitse Regering, door aanvaarding of op andere wijze, de verplichtingen op zich heeft genomen, welke bij deze Overeenkomst op Duitsland zijn gelegd. Na dat tijdstip zullen deze stemmen uitgebracht worden door de Duitse vertegenwoordiger.

Artikel 10

a. De Secretaris-Generaal wordt benoemd door de Raad. Hij treed op als hoofd van het Secretariaat, handelt overeenkomstig de instructies van de Raad en vervult alle werkzaamheden welke de Raad hem opdraagt. Hij is gerechtigd zonder stemrecht deel te nemen aan alle vergaderingen van de Raad. Hij maakt de notulen van de vergaderingen en hij houdt een register bij van de besluiten van de Raad.

b. De Secretaris-Generaal benoemt het personeel van het Secretariaat, overeenkomstig het personeelsstatuut, als bepaald bij art. 13. Bij de aanneming van het personeel laat hij zich leiden door de noodzaak de hoogste mate van onkreukbaarheid, geschiktheid, onafhankelijkheid en technische bekwaamheid te waarborgen. De Raad zorgt

er voor, dat er geen bovenmatige concentratie van functies in handen is van personen die tot een zelfde nationaliteit behoren.

c. De werkzaamheden van de Secretaris-Generaal en van het personeel dragen een uitsluitend internationaal karakter. Bij de vervulling van hun taak moeten zij geen instructies vragen of ontvangen van enige Regering of van enige andere autoriteit, dan die, welke bij deze Overeenkomst is ingesteld. Zij moeten zich onthouden van enig optreden dat met hun positie als internationale functionarissen onverenigbaar is. Ieder Lid van het Orgaan verbindt zich het uitsluitend internationaal karakter van de verantwoordelijkheden van het Secretariaat te eerbiedigen en zal niet trachten invloed uit te oefenen op de Secretaris-Generaal of op zijn personeel bij de vervulling van hun verantwoordelijkheden.

Artikel 11

De Secretaris-Generaal stelt de jaarlijkse begroting op en legt deze ter goedkeuring aan de Raad voor.

Artikel 12

Het Orgaan verricht zijn werk met gebruikmaking van de Engelse, de Franse en de Duitse taal, waarvan de Engelse en de Franse taal de officiële zijn. Waar nodig worden authentieke Duitse teksten opgesteld.

Artikel 13

Onmiddellijk nadat deze Overeenkomst in werking is getreden zal de eerste vergadering van het Orgaan door de Regering van het Verenigd Koninkrijk worden bijeengeroepen ten einde regelen voor de werkwijze en werkzaamheden van het Orgaan op te stellen, een Secretaris-Generaal te kiezen, het Secretariaat te organiseren en een personeelsstatuut op te stellen. Besluiten deze aangelegenheden betreffende en elke latere wijziging van deze besluiten moeten worden genomen met 12 stemmen voor. Daarna wordt het Orgaan zo spoedig mogelijk georganiseerd en begint het met de uitoefening van zijn werkzaamheden op het tijdstip, dat de Bezettende Mogendheden vaststellen na overleg met de andere Ondertekenende Regeringen, doch in elk geval vóór de vestiging van een Duitse Regering.

Deel III. Functies

Artikel 14

a. Het Orgaan verdeelt de steenkool, de cokes en het staal van het Ruhrgebied tussen het verbruik in Duitsland en de uitvoer. Deze verdeling moet

I. waarborgen, dat deze producten voldoende toegankelijk zijn voor de landen, welke samenwerken voor het gemeenschappelijk

economisch belang, hierbij rekening houdende met de noodzakelijke behoeften van Duitsland;

II. in overeenstemming zijn met de bepalingen van elke overeenkomst tussen de Bezettende Mogendheden met betrekking tot de toewijzing van steenkool, cokes of staal, welke van kracht is op het tijdstip waarop de verdeling plaats heeft;

III. verenigbaar zijn met de doelstellingen, uiteengezet in het Verdrag voor Europese Economische Samenwerking en met ieder programma dat is goedgekeurd of ieder besluit dat is genomen door de Organisatie voor Europese Economische Samenwerking, welke van toepassing zijn voor het tijdvak waarvoor de verdeling gemaakt wordt.

b. De export-toewijzingen van het Orgaan worden uitgedrukt in minimum hoeveelheden steenkool, cokes en stalen eindproducten en halffabrikaten, welke producten voor export uit het Ruhrgebied beschikbaar moeten worden gesteld. Het Orgaan is bevoegd deze export-toewijzingen uit te drukken in verschillende kwaliteiten of soorten steenkool, cokes en stalen eindproducten en halffabrikaten.

Bij uitzondering kan het Orgaan een toewijzing doen van ruw ijzer, indien het te eniger tijd met twaalf stemmen voor besluit, dat een dergelijke toewijzing noodzakelijk is om te waarborgen, dat de bronnen van ruw ijzer in voldoende mate toegankelijk zijn. Bij het doen van export-toewijzingen van stalen eindproducten en halffabrikaten is het Orgaan gebonden door en moet het handelen binnen het kader van overeenkomsten, welke betrekking hebben op het peil van de staal-productie in Duitsland en welke op dat ogenblik van kracht zijn, en waarbij de betrokken Bezettende Mogendheden partij zijn.

c. Voordat het Orgaan met de uitoefening van zijn functies krachtens dit Artikel begint, zal het met de betrokken Bezettingsautoriteiten tot overeenstemming komen over een procedure voor het coördineren van de besluiten van het Orgaan met de voorbereiding van de programma's en plannen waarvan is voorgesteld, deze aan de Organisatie voor Europese Economische Samenwerking voor te leggen. Deze procedure zal worden herzien telkens wanneer een Lid dit verzoekt, en in elk geval aan het einde van de contrôle-periode of zoveel vroeger als de Bezettende Mogendheden overeenkomen.

Artikel 15

Het Orgaan heeft het recht een onderzoek in te stellen naar vervoers-, prijs- en handelsgebruiken, quota, tarieven en andere regeringsmaatregelen of handelsaccorden, welke zijn ingesteld of toegestaan door de Duitse instanties en welke de steenkool, de cokes of het staal van het Ruhrgebied betreffen. Indien het Orgaan vaststelt, dat deze gebruiken, maatregelen of accorden kunstmatig of discriminatoir zijn en van een zodanige aard, dat zij

I. aan andere landen de toegang tot de steenkool, de cokes of het staal van het Roergebied beletten,

II. de internationale handel in steenkool, cokes of staal uit het Ruhrgebied verstoren, of

III. op andere wijze de verwezenlijking van de doelstellingen van deze Overeenkomst schaden,

besluit het Orgaan, dat deze gebruiken, maatregelen of accoorden op de daartoe dienstige wijze gewijzigd of afgeschaft zullen worden. Bij het nemen van besluiten krachtens dit Artikel houdt het Orgaan rekening met hetgeen vereist is voor internationale vrede en veiligheid, met de verplichtingen welke Duitsland heeft krachtens het Verdrag voor Europese Economische Samenwerking en met de omstandigheid dat de Duitse instanties wettelijke bescherming moeten verlenen aan de financiële en commerciële positie van Duitsland op het gebied van de internationale handel.

Artikel 16

a. Gedurende de contrôle-periode of tot het tijdstip, zoveel vroeger als de Bezettende Mogendheden overeenkomen, brengt het Orgaan onder de aandacht van de betrokken Bezettingsautoriteiten de maatregelen, welke, in overeenstemming met internationale overeenkomsten betreffende de bescherming van buitenlandse belangen in Duitsland welke op dat tijdstip van kracht zijn en waarbij de Ondertekenende Regeringen partij zijn, een waarborg zouden vormen voor:

I. de beveiliging en bescherming van buitenlandse belangen in kolen-, cokes- en staalondernemingen in het Ruhrgebied, en

II. de bescherming van ondernemingen met buitenlandse belangen tegen toepassing van discriminatoire maatregelen in enig onderdeel van hun werkzaamheid,

welke waarborg het Orgaan na deze Periode of dit tijdstip zelf zal geven;

met dien verstande dat, wanneer en naar mate de bescherming van deze buitenlandse belangen of ondernemingen wordt toevertrouwd aan een orgaan hetwelk wordt opgericht of aangewezen bij een internationale overeenkomst waarbij de Ondertekenende Regeringen partij zijn, de werkzaamheden van het Orgaan in deze aan gelegenheid ophouden.

b. Bij het einde van de contrôle-periode of zoveel vroeger als de Bezettende Mogendheden overeenkomen, worden de werkzaamheden van het Orgaan, bedoeld in lid *a* van dit Artikel, tenzij deze reeds eerder zijn opgehouden, herzien door de Ondertekenende Regeringen welke hierbij rekening zullen houden met de wenselijkheid deze werkzaamheden over te dragen aan een afzonderlijk orgaan of deze uit te breiden tot het gebied van Aken.

Artikel 17

a. Gedurende de contrôle-periode of tot een tijdstip, zoveel vroeger als de Bezettende Mogendheden overeenkomen, behouden de betrokken Bezettingsautoriteiten die bevoegdheden, welke nodig kunnen zijn om krachtig de hand te houden aan de ontwapening van Duitsland, daaronder begrepen de bevoegdheid toezicht te houden op de levering van kolen, cokes en staal uit het Ruhrgebied aan alle industrieën, welke in het belang van de veiligheid bij onderlinge overeenkomst tussen de Bezettende Mogendheden of krachtens een internationale overeenkomst waarbij deze partij kunnen worden, verboden of beperkt kunnen worden.

b. Bij het einde van de contrôle-periode of zoveel vroeger als de Bezettende Mogendheden overeenkomen, zullen de bevoegdheden bedoeld in lid *a* van dit Artikel overgedragen worden aan het internationale lichaam hetwelk voor dit doel bij de Vredesregeling of bij elke internationale overeenkomst waarbij de Ondertekenende Regeringen partij zijn zal worden aangewezen; het Orgaan zal met dit internationale lichaam samenwerken op de wijze welke zal worden voorgeschreven bij de Vredesregeling of bij een dergelijke internationale overeenkomst. Indien een dergelijk internationaal lichaam niet wordt opgericht, zullen deze bevoegdheden aan het Orgaan worden overgedragen teneinde te worden uitgeoefend door de vertegenwoordigers in dit Orgaan van de Ondertekenende Regeringen.

Artikel 18

a. Bij het einde van de contrôle-periode of zoveel vroeger als de Bezettende Mogendheden overeenkomen, zullen van de huidige bevoegdheden der Bezettingsautoriteiten, de bevoegdheden, welke nodig zijn om te waarborgen

I. dat instelling of herstel van eigendomsverhoudingen in de kolen-, cokes- of staalindustrieën in het Ruhrgebied, of van handels- of verkoopsovereenkomsten tussen dergelijke industrieën, welke zouden leiden tot buitensporige concentratie van economische macht, verboden zal zijn;

II. dat personen van wie is vastgesteld of van wie kan worden vastgesteld, dat zij de agressieve oogmerken van de Nationaal Socialistische Partij hebben bevorderd, geen eigendom- of beheersfuncties met betrekking tot de kolen-, cokes- of staalindustrieën van het Ruhrgebied of de handels- of verkoopsorganisaties van dergelijke industrieën bezitten; en

III. dat de nodige inlichtingen voor de doeleinden als boven onder punten I en II omschreven verstrekt worden;

worden overgedragen aan het Orgaan of aan de Militaire Veiligheidsraad of het lichaam dat deze Raad opvolgt of aan enig ander

lichaam, opgericht bij een internationale overeenkomst, dat tot taak heeft te verzekeren dat deze doeleinden met betrekking tot deze en andere industrieën in Duitsland worden bereikt. Het Orgaan zal samenwerken met elk ander lichaam waaraan deze bevoegdheden kunnen worden overgedragen.

b. Zo mogelijk tegelijk met de eerste vergadering van de bijzondere vertegenwoordigers der Leden, bedoeld in Artikel 27, maar in elk geval vóór het einde van de contrôle-periode zullen de Ondertekenende Regeringen in het licht van de door de Bezettingsautoriteiten opgedane ervaring, uitmaken:

I. welke der huidige bevoegdheden van de Bezettingsautoriteiten moeten blijven bestaan ter fine van de bepalingen van lid *a* van dit Artikel;

II. of deze bevoegdheden zullen worden overgedragen aan het Orgaan, de Militaire Veiligheidsraad, het lichaam dat deze Raad opvolgt, of enig ander bij internationale overeenkomst opgericht lichaam;

III. op welke wijze deze bevoegdheden, indien zij aan het Orgaan worden overgedragen, zullen worden uitgeoefend; en

IV. ingeval bevoegdheden aan een ander lichaam worden overgedragen, op welke wijze het Orgaan met dit lichaam zal samenwerken.

Artikel 19

a. Bij het einde van de contrôle-periode of zoveel vroeger als de Bezettende Mogendheden overeenkomen zullen van de huidige bevoegdheden der Bezettingsautoriteiten welke betrekking hebben op de leiding en het beheer van de kolen-, cokes- of staalindustrieën van het Ruhrgebied slechts die bevoegdheden welke nodig zijn om te waarborgen

I. dat de algemene politiek en de algemene productie-, ontwikkelings- en investeringsprogramma's van deze industrieën in overeenstemming zijn met de doeleinden welke in de preambule van deze Overeenkomst zijn uiteengezet en

II. dat de nodige inlichtingen omtrent genoemde politiek en programma's verstrekt worden,

worden overgedragen aan het Orgaan, aan de Militaire Veiligheidsraad, het lichaam van deze Raad opvolgt of aan een ander bij internationale overeenkomst opgericht lichaam.

b. Indien mogelijk tegelijk met de eerste vergadering van de bijzondere vertegenwoordigers der Leden, bedoeld in Artikel 27, maar in elk geval vóór het einde van de contrôle-periode, zullen de Onder-

tekenende Regeringen, in het licht van de door de Bezettingsautoriteiten opgedane ervaring, uitmaken:

I. welke der huidige bevoegdheden van de Bezettingsautoriteiten moeten blijven bestaan ter fine van de bepalingen van lid *a* van dit Artikel;

II. welke van deze bevoegdheden zullen worden uitgeoefend door het Orgaan, door de Militaire Veiligheidsraad, het lichaam dat deze Raad opvolgt of door een ander bij internationale overeenkomst opgericht lichaam;

III. op welke wijze de bevoegdheden, welke aan het Orgaan worden overgedragen zullen worden uitgeoefend; en

IV. welke de verhouding zal zijn van het Orgaan tot de Militaire Veiligheidsraad, het lichaam dat deze Raad opvolgt, of een ander lichaam waaraan de bevoegdheden genoemd in lid *a* van dit Artikel kunnen worden overgedragen.

Deel IV. Inlichtingen en onderzoek

Artikel 20

Opdat het Orgaan in staat zij zijn functies naar behoren te vervullen en opdat het kan nagaan of zijn besluiten behoorlijk worden ten uitvoer gelegd, heeft het Orgaan het recht:

I. op gezette tijden en telkens wanneer het zulks nodig acht rapporten te verkrijgen betreffende de productie, de verdeling en het verbruik van de kolen, de cokes en het staal van het Ruhrgebied, met inbegrip van die ramingen van productie, verdeling en verbruik welke nodig zijn om het Orgaan in staat te stellen zijn functies te vervullen welke het krachtens Artikel 14 zijn opgedragen;

II. de zijns inziens nodige inlichtingen te verkrijgen omtrent de ter beschikking van Duitsland staande voorraden kolen, cokes en staal welke van andere herkomst zijn dan uit het Ruhrgebied, alsmede omtrent de uitvoer uit Duitsland van die producten welke afkomstig zijn uit andere bronnen dan het Ruhrgebied; en

III. in het Ruhrgebied elk onderzoek, met inbegrip van het horen van getuigen, in te stellen hetwelk het nodig acht om de inlichtingen welke het overeenkomstig dit artikel of overeenkomstig andere artikelen van deze Overeenkomst heeft verkregen te controleren en om vast te stellen op welke wijze zijn besluiten worden ten uitvoer gelegd, mits soortgelijke onderzoekingen eveneens gedaan kunnen worden in andere delen van Duitsland krachtens een bijzondere procedure welke overeenkomstig artikel 13 moet worden ingesteld.

Bij de uitoefening van deze rechten kan het Orgaan personen waaronder begrepen ambtenaren, alsmede openbare of particuliere organisaties, ondernemingen en firma's ondervragen, en archieven en installaties aan een onderzoek onderwerpen.

Deel V. Uitoefening van functies

Artikel 21

a. Gedurende de contrôle-periode of tot dat vroeger tijdstip dat de Bezettende Mogendheden overeenkomen brengt het Orgaan zijn besluiten, genomen overeenkomstig de artikelen 14 en 15 en zijn aanbevelingen gedaan overeenkomstig artikel 16 ter kennis van de betrokken Bezettingsautoriteiten.

b. Na de contrôle-periode of na een tijdstip zoveel vroeger als de Bezettende Mogendheden overeenkomen brengt het Orgaan zijn besluiten, genomen overeenkomstig de artikelen 14 en 15 en zijn aanwijzingen gegeven overeenkomstig artikel 16 ter kennis van de Duitse Regering.

Artikel 22

Gedurende de contrôle-periode of tot dat vroeger tijdstip dat de Bezettende Mogendheden overeenkomen, zullen de betrokken Bezettingsautoriteiten

I. waarborgen, dat de besluiten van het Orgaan, genomen overeenkomstig artikel 14, worden uitgevoerd, behalve voorzover deze, naar het oordeel van de betrokken Bezettingsautoriteiten, wijziging behoeven, ten einde deze in overeenstemming te brengen hetzij met een overeenkomst tussen twee of meer der Bezettende Mogendheden welke betrekking heeft op de financiële bijstand aan Duitsland en welke van kracht is op dat tijdstip, hetzij met een overeenkomst tussen de Bezettende Mogendheden welke betrekking heeft op de toewijzing van kolen, cokes of staal en welke van kracht is op dat tijdstip;

II. waarborgen, dat de besluiten van het Orgaan, genomen overeenkomstig artikel 15 worden uitgevoerd;

III. het Orgaan op de hoogte brengen van maatregelen welke worden genomen ingevolge de aanbevelingen, gedaan overeenkomstig artikel 16;

IV. de stappen doen, welke nodig zijn om het Orgaan in staat te stellen de rechten uit te oefenen bedoeld in artikel 20; en

V. het genot van de voorrechten en immuniteiten, bedoeld in artikel 28 waarborgen.

Artikel 23

Na de contrôle-periode of na een tijdstip zoveel vroeger als de Bezettende Mogendheden overeenkomen moet de Duitse Regering:

I. waarborgen, dat de besluiten van het Orgaan genomen overeenkomstig de artikelen 14 en 15 en de aanwijzingen van het Orgaan gegeven overeenkomstig artikel 16 worden ten uitvoer gebracht, en dat de bevoegdheden, overeenkomstig de artikelen 17, 18 en 19 aan het Orgaan overgedragen, op doeltreffende wijze kunnen worden uitgeoefend;

II. de stappen doen welke nodig zijn om het Orgaan in staat te stellen de rechten uit te oefenen bedoeld in artikel 20; en

III. het genot van de voorrechten en immuniteiten bedoeld in artikel 28 waarborgen.

Deel VI. Niet-nakoming

Artikel 24

a. Indien de Duitse Regering in gebreke blijft de stappen voorgeschreven in artikel 23 van deze Overeenkomst te doen, kunnen de vertegenwoordigers in het Orgaan van de Ondertekenende Regeringen de Duitse Regering daarvan schriftelijk aanzegging doen. Deze aanzegging geeft aan de Duitse Regering gelegenheid binnen een termijn welke door de vertegenwoordigers redelijk geacht wordt, te verschijnen en redenen aan te voeren waarom zij niet in gebreke gesteld behoort te worden.

b. Indien de Duitse Regering geen redenen aanvoert welke de vertegenwoordigers van de Ondertekenende Regeringen bevredigen, kunnen deze vertegenwoordigers verklaren, dat de Duitse Regering in gebreke is, in welk geval zij de Duitse Regering schriftelijk van hun beslissing kennis geven. Zij doen alsdan aanbevelingen omtrent de noodzakelijke en passende maatregelen welke moeten worden genomen.

c. Indien de vertegenwoordigers van de Ondertekenende Regeringen beslissen, dat de Duitse Regering maatregelen neemt of toelaat, welke, indien zij ongehinderd voortgaan, het Orgaan kunnen belemmeren in de behoorlijke uitoefening van zijn functies, en dat het dienstig is, dat de uitvoering van deze maatregelen wordt opgeschort hangende nader onderzoek door het Orgaan en de formulering van een beslissing of instructie, kunnen deze vertegenwoordigers de Duitse Regering voorlopig schriftelijk aanzeggen, dat het toepassen van bedoelde maatregelen dient te worden opgeschort, en wel onmiddellijk voor de tijd welke dienstig geacht wordt, zolang het Orgaan de aangelegenheid nader in overweging heeft.

d. De Duitse Regering kan, binnen veertien dagen na de voorlopige aanzegging overeenkomstig de bepalingen van lid c. van dit artikel, verzoeken, dat deze aanzegging wordt terzijde gesteld; in dat geval zal zij gelegenheid krijgen gehoord te worden op een tijdstip en plaats welke door de vertegenwoordigers van de Ondertekenende Regeringen worden vastgesteld. Indien de Duitse Regering in gebreke blijft zich te richten naar deze voorlopige aanzegging, nadat

I. zij gehoord is en de vertegenwoordigers haar ervan in kennis gesteld hebben, dat hun beslissing wordt gehandhaafd;

II. zij niet is verschenen om gehoord te worden op de vastgestelde tijd en plaats; of

III. veertien dagen zijn verstreken en geen verzoek gedaan is om de aanzegging ter zijde te stellen,

kunnen de vertegenwoordigers zonder verdere formaliteiten de Duitse Regering in gebreke stellen; in dat geval stellen zij deze Regering schriftelijk van hun beslissing in kennis. De vertegenwoordigers doen alsdan aanbevelingen omtrent de nodige maatregelen welke moeten worden genomen.

e. Alle beslissingen overeenkomstig dit Artikel genomen behoeven een meerderheid van de stemmen, welke zijn toegewezen aan de vertegenwoordigers van de Ondertekenende Regeringen.

f. Gedurende de contrôle periode worden de aanbevelingen bedoeld in de leden *b.* en *d.* van dit Artikel gedaan aan de Bezettingsautoriteiten.

g. Na het einde van de contrôle-periode zullen de aanbevelingen bedoeld in de leden *b.* en *d.* van dit Artikel worden gedaan aan de Ondertekenende Regeringen. De aanbevolen maatregelen zullen worden uitgevoerd in overeenstemming met de desbetreffende bepalingen van de Vredesregeling of van enige overeenkomst waarbij de Ondertekenende Regeringen partij zijn.

Deel VII. Algemene bepalingen

Artikel 25

Het Orgaan kan die officiële en officieuze betrekkingen aanknopen met de Verenigde Naties en haar hulporganen, en met de Gespecialiseerde Organisaties en andere intergouvernementele lichamen, welke de uitoefening van zijn functies kunnen vergemakkelijken.

Artikel 26

De bevoegdheden van het Orgaan worden niet uitgeoefend om de handels- of concurrentiebelangen van enig land te beschermen noch om vredelievende technische ontwikkeling of vermeerdering van nuttig effect te verhinderen.

Artikel 27

a. Het Orgaan brengt een jaar nadat het zijn functies heeft aanvaard en vervolgens jaarlijks schriftelijk verslag uit aan de Leden over alle aspecten van zijn werk. Nadat de Leden het jaarverslag hebben ontvangen zal, tenzij alle Ondertekenende Regeringen anders besluiten, een vergadering plaats hebben van bijzondere vertegenwoordigers van de Leden ten einde het rapport en het werk van het Orgaan te bespreken.

b. Behoudens het geval bedoeld in lid *c.* van dit artikel, kunnen twee of meer Leden van het Orgaan, die te eniger tijd menen, dat de gedragslijn of het beleid van het Orgaan onverenigbaar is met de doeleinden van deze Overeenkomst, schriftelijk alle andere Leden van

het Orgaan, dienovereenkomstig in kennis stellen van de punten, welke naar hun mening in die zin onverenigbaar zijn. Na ontvangst van deze kennisgeving plegen de Leden onderling overleg over de grieven en doen die stappen, welke de omstandigheden vereisen om een oplossing te bereiken, indien hiertoe aanleiding bestaat met inbepaling van arbitrage of rechtspraak die de Leden overeenkomen.

c. Grieven ten aanzien van de gedragslijn of het beleid van het Orgaan inzake ontwapening, demilitarisatie of denazificatie kunnen slechts te berde worden gebracht, wanneer twee Leden van het Orgaan, tot wie Duitsland niet mag behoren, deze bezwaren steunen.

d. Dit Artikel mag niet zo worden geïnterpreteerd, dat het bepaalde in de Artikelen 13 of 33 van deze Overeenkomst erdoor wordt aangetast.

Deel VIII. Voorrechten en immuniteiten

Artikel 28

a. Voor het Orgaan en deszelfs bezittingen, inkomsten en verdere eigendommen in Duitsland gelden dezelfde voorrechten, immuniteiten en faciliteiten als door het Verdrag nopens de Voorrechten en Immunititeiten van de Verenigde Naties zijn toegekend aan de Verenigde Naties.

b. Gedurende de controleperiode of tot dat vroegere tijdstip, dat de Bezettende Mogendheden overeenkomen genieten de vertegenwoordigers van de Ondertekenende Regeringen en hun personeel en leden van het personeel van het Orgaan, behalve Duitse onderdanen, en zij, die onder deze personen staan, in Duitsland dezelfde voorrechten en immuniteiten, welke het officiële personeel van de Bezettingsautoriteiten geniet. Daarna zullen al deze personen in Duitsland dezelfde voorrechten en immuniteiten genieten, welke zijn toegekend aan personen, die een gelijkwaardige positie bekleden, door het Verdrag nopens de Voorrechten en Immunititeiten van de Verenigde Naties.

c. Duitse onderdanen behorend tot het personeel van het Orgaan zijn vrij van rechtsvervolging met betrekking tot woorden, welke door hen worden gesproken of geschreven en alle handelingen, welke door hen worden gepleegd in de uitoefening van hun functie.

Deel IX. Definities

Artikel 29

Ter fine van deze Overeenkomst

I. betekent de uitdrukking „Ruhrgebied” de gebieden van Noord Rijnland-Westfalen, zoals deze thans zijn gevormd en vermeld zijn in de Bijlage bij deze Overeenkomst;

II. betekent de uitdrukking „Ondertekenende Regeringen” de Regeringen genoemd in de laatste alinea van de preambule;

III. betekent de uitdrukking „Bezettende Mogendheden” de Regeringen van Frankrijk, het Verenigd Koninkrijk en de Verenigde Staten van Amerika;

IV. betekent de uitdrukking „Bezettingsautoriteiten” de vertegenwoordigers in Duitsland van de Bezettende Mogendheden, die namens hun Regeringen verantwoordelijk zijn voor de bezetting van Duitsland;

V. betekent de uitdrukking „de betrokken Bezettende Mogendheden” en „de betrokken Bezettingsautoriteiten” de Bezettende Mogendheden of de Bezettingsautoriteiten welke mede de verantwoordelijkheid dragen voor het economisch beleid van dat deel van Duitsland, dat het Ruhrgebied omvat;

VI. betekent de uitdrukking „contrôle-periode” het tijdvak gedurende hetwelk de Bezettende Mogendheden bekleed zijn met het hoogste gezag;

VII. betekent de uitdrukking „Duitse Regering” elke federale Regering, met inbegrip van een voorlopige federale Regering in Duitsland welke door de Bezettende Mogendheden is goedgekeurd;

VIII. betekent de uitdrukking „steenkool” harde steenkool, vetkolen, „Pechkohle” en bruinkool in alle vormen en agglomeraten van deze producten;

IX. betekent de uitdrukking „cokes” vaste brandstoffen verkregen door distillatie van steenkool, met inbegrip van half-cokes of andere bijzondere cokes in welke vorm ook;

X. betekent de uitdrukking „staal” alle warm en koud gewalste of getrokken stalen eindproducten met inbegrip van buizen, met of zonder extra afwerking in de walserij, alle gesmede eindproducten en stalen gietwerk, al dan niet bewerkt, in koolstofhoudende en legeringskwaliteiten, stalen blokken (ruw staal), stalen halffabrikaten, ferrolegeringen en ruw ijzer van elke soort;

XI. hebben de uitdrukkingen „afgewerkte stalen producten” en „halffabrikaten” betrekking op alle vormen van staal genoemd in de hieraanvoorafgaande definitie behalve op stalen blokken, ferrolegeringen en ruw ijzer.

Deel X. Slotbepalingen

Artikel 30

Deze Overeenkomst zal in werking treden zodra zij is ondertekend namens de Regeringen van België, Frankrijk, Luxemburg, Nederland, het Verenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Noord-Ierland en van de Verenigde Staten van Amerika.

Artikel 31

Zodra een Duitse Regering is gevormd, kan zij toetreden tot deze Overeenkomst door het ondertekenen van een akte welke bevat de verplichtingen waaronder de Duitse Regering de verantwoordelijkheden krachtens deze Overeenkomst, benevens die bepalingen welke de Ondertekenende Regeringen zullen overeenkomen, op zich neemt.

Artikel 32

Behoudens de bepalingen van Artikel 33 blijft deze Overeenkomst van kracht tot de inwerkingtreding van een vredesregeling voor Duitsland en daarna als in deze vredesregeling bepaald.

Artikel 33

Deze Overeenkomst kan gewijzigd worden, indien alle Ondertekenende Regeringen op aanbeveling van het Orgaan aldus besluiten. Zo lang de bijzondere verhouding van de Bezettende Mogendheden ten opzichte van Duitsland blijft bestaan, kan deze Overeenkomst beëindigd worden door deze Mogendheden, behoudens voorafgaand overleg met de andere Ondertekenende Regeringen. Daarna kan zij beëindigd worden met goedvinden van alle Ondertekenende Regeringen.

Artikel 34

De Engelse en de Franse tekst van deze Overeenkomst zijn gelijkelijk authentiek.

Artikel 35

Het origineel van deze Overeenkomst zal worden nedergelegd bij de Regering van het Verenigd Koninkrijk, welke gewaarmerkte afschriften daarvan zal doen toekomen aan elk der Regeringen namens welke wordt ondertekend; de Overeenkomst zal geregistreerd worden bij de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties.

Gedaan te Londen, de achtentwintigste April negentienhonderd negen en veertig.

Ten blijke waarvan de ondergetekende vertegenwoordigers, door hun onderscheiden Regeringen gemachtigd, deze Overeenkomst hebben ondertekend op de dag welke naast hun onderscheiden handtekeningen is vermeld.

Voor de Regering van België:

O. DE THIEUSIES

28 April 1949.

Voor de Regering van de Verenigde Staten van Amerika:

J. C. HOLMES

23 April 1949.

Voor de Regering van Frankrijk:

R. MASSIGLI

28 April 1949.

Voor de Regering van Luxemburg:

A. J. CLASEN

28 April 1949.

Voor de Regering van Nederland:

E. MICHIELS VAN VERDUYNEN

28 April 1949.

Voor de Regering van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Britannië
en Noord-Ierland:

ERNEST BEVIN

28 April 1949.

Bijlage

In het Regierungsbezirk Düsseldorf:

- (1) Landkreis Dinslaken.
- (2) Landkreis Düsseldorf-Mettmann.
- (3) Landkreis Essen.
- (4) Landkreis Geldern.
- (5) Landkreis Krefeld-Urdingen.
- (6) Landkreis Moers.
- (7) Landkreis Rees.
- (8) Stadtkreis Düsseldorf.
- (9) Stadtkreis Duisburg-Hamborn.
- (10) Stadtkreis Mülheim.
- (11) Stadtkreis Neuss.
- (12) Stadtkreis Oberhausen.
- (13) Stadtkreis Remscheid.
- (14) Stadtkreis Solingen.
- (15) Stadtkreis Wuppertal.

In het Regierungsbezirk Münster:

- (1) Landkreis Beckum.
- (2) Landkreis Lüdinghausen.
- (3) Landkreis Recklinghausen.
- (4) Stadtkreis Bottrop.
- (5) Stadtkreis Gelsenkirchen.
- (6) Stadtkreis Gladbeck.
- (7) Stadtkreis Recklinghausen.

In het Regierungsbezirk Arnsberg:

- (1) Landkreis Ennepe-Ruhrkreis.
- (2) Landkreis Iserlohn.
- (3) Landkreis Unna.
- (4) Stadtkreis Bochum.
- (5) Stadtkreis Castrop-Rauxel.
- (6) Stadtkreis Dortmund.
- (7) Stadtkreis Hagen.
- (8) Stadtkreis Hamm.
- (9) Stadtkreis Herne.
- (10) Stadtkreis Iserlohn.
- (11) Stadtkreis Lünen.
- (12) Stadtkreis Wanne-Eickel.
- (13) Stadtkreis Wattenscheid.
- (14) Stadtkreis Witten.

G. INWERKINGTREDING

De Overeenkomst is ingevolge artikel 30 op 28 April 1949 in werking getreden.

J. GEGEVENS

De Engelse tekst van de Overeenkomst werd reeds overgelegd aan de Staten-Generaal bij brief van 7 Mei 1949 (Bijlagen *Handelingen* Tweede Kamer 1948/1949, No. 1217). De vertaling in het Nederlands werd afgedrukt in het Jaarboek van het Ministerie van Buitenlandse Zaken 1949/1950 (blz. 229).

In de „Official Gazette of the Allied High Commission for Germany” van 27 October 1949, No. 2, blz. 23, is opgenomen Wet No. 9 van de Geallieerde Hoge Commissie voor Duitsland inzake de voorrechten en immuniteiten van het Internationaal Orgaan voor het Ruhrgebied.

Uitgegeven de vier en twintigste Januari 1951.

De Minister van Buitenlandse Zaken,
STIKKER.